

AIDE POUR LE COMMERCE : CAS D'EXPÉRIENCE

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES (PRCCE)

Date de la soumission: 27 janvier 2011

Région: Afrique Centrale

Pays: République du Congo

Type: Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE)

EuropAid/127919/D/SER/CG

Auteur: Direction Générale du Commerce

Coordonnées : BP 2098 Brazzaville CONGO

TABLE DES MATIÈRES

Résumé analytique

Le modèle actuel de développement du secteur privé congolais est fragile et tend à laisser se dégrader le niveau de compétitivité dans de larges pans du secteur productif domestique. Il est composé d'une majorité d'entités informelles (plusieurs milliers de Très Petites Entreprises (TPE) et de centaines de Petites et Moyennes Entreprises (PME), incontrôlables et incontrôlées dans un environnement des affaires encore très incertain.

D'autre part il est très insuffisamment créateur d'emplois et de ce fait ne distribue pas assez largement les retombées économiques (revenus, savoir-faire, accès à l'initiative privée, formation) dans les populations.

De plus le secteur privé congolais est éclaté en termes de responsabilités au sein du gouvernement en de nombreuses administrations et institutions, ce qui rend difficile la définition d'une stratégie commune, d'autant que ces institutions sont-elles même dépourvues de moyens et de capacités adaptés au contexte mondial de compétition industrielle et commerciale.

Face à ces grands défis, l'Union européenne a décidé d'accompagner le Congo sur une part des actions prioritaires définies par le gouvernement, notamment au travers du présent projet dédié à la politique commerciale et au climat des affaires en vue de favoriser le développement du secteur privé.

1. Questions traitées :

- Appui à la définition et la mise en œuvre d'une stratégie et d'une politique commerciale accompagnée de politiques sectorielles visant la diversification économique
- Appui au climat des affaires

2. Objectifs : Renforcer les capacités des négociations commerciales, de reformes pour l'amélioration de l'environnement des affaires et assurer un véritable lien entre le commerce et le développement, suivant les missions ci-après :

- *Etude préparatoire du volet commerce du DSRP2 permettant entre autres l'identification des secteurs présentant des avantages comparatifs au Congo au niveau national, régional et international et choix de*

secteurs et filières prioritaires ;

- *Etude pour l'élaboration de la stratégie nationale d'exportation ;*
- *Audit réglementaire sur le commerce (biens et services) et l'état de mise en œuvre des engagements CEMAC, CEEAC et OMC du Congo ;*
- *Etude pour l'analyse et la finalisation des textes législatifs et réglementaires sur la concurrence et la consommation ;*
- *Etude sur l'élaboration du manuel de procédures de gestion du fonds de cofinancement et des chèques services du projet « Entreprendre au Congo » ;*
- *Etude sur la réforme du système d'administration des prix.*

3. *(Pour les projets et programmes: conception et mise en œuvre)*

4. Problèmes rencontrés :

- Redondance sur certains aspects avec des projets développés par d'autres bailleurs
- Ajustements des missions sur le terrain en raison de la disponibilité des certains acteurs locaux

5. Facteurs de réussite/d'échec

- Facteurs de réussite :
 - Bonne implication du ministère du commerce et des autres administrations
 - Bonne maîtrise de la mission par l'équipe d'assistance technique
 - Tenue régulière des réunions de validation des étapes (comité de pilotage et comité de gestion)
- Facteurs d'échec :
 - Durée limitée du projet (3 ans)
 - Faiblesses des ressources par rapport au nombre d'opérations à réaliser

6. Résultats obtenus (accent mis sur les résultats intermédiaires) :

Sur le premier trimestre de lancement :

- plan de formation des cadres du ministère du commerce et des membres du comité national de suivi des négociations commerciales
- 5 ateliers APE organisés pour plus de 500 participants dont 170 parlementaires, 150 agents des différents départements et 200 de la société civile
- Proposition d'un avant-projet de méthodologie pour la formulation d'un programme d'aide pour le commerce
- Appui à la mise en place des textes législatifs et réglementaires nationaux (exercice de l'activité commerciale, mesures de sauvegarde...) :
 - Projet de décret présidentiel
 - Projet d'arrêté ministériel
 - Nouveau formulaire ATE élaboré
- Organisation de sessions de formations sur l'OHADA (membres de la commission nationale, responsables des cours d'appel et auxiliaires de justices, responsable des tribunaux à compétence commerciale)

7. Enseignements tirés :

- Intérêt croissant de la prise en compte du lien entre le commerce et le développement
- Intérêt croissant des administrations pour une cohérence des activités touchant au commerce

- Implication du secteur privé et de la société civile au projet
- Expertise locale d'intervention très limitée (également à renforcer)

8. Conclusion (applicabilité à d'autres programmes)

- La mise en œuvre du projet suscite une mise en cohérence et complémentarité des actions des différents bailleurs intéressés par les mêmes sujets.

9. Annexes et/ou références

Voir TDR du projet.